

Mohammed Touzani, Confédération générale des entreprises du Maroc, on behalf of business and professional associations

Bonjour Monsieur le Directeur général,  
Bonjour à tous les amis et collègues présents à cette réunion.

Je m'appelle Mohammed Touzani et je parle ici au nom du secteur privé.

Nous tenons, tout d'abord à remercier la CE de nous avoir donné l'occasion de participer à cet important dialogue.

Comme vous le savez, le secteur privé génère 9 emplois sur 10 dans le monde - contribuant ainsi à une plus grande équité économique et sociale, à l'intégration et à la stabilité politique.

L'emploi ne sera possible et prospère sans des entreprises de toute taille et de tout secteur.

Face à l'état d'urgence généré par la COVID19, le secteur privé s'est montré résilient et a joué un rôle clé, en fournissant le matériel et les équipements médicaux, en garantissant les moyens de subsistance, en se joignant aux efforts de secours et en luttant pour protéger des vies.

Les entreprises ont généralement maintenu les emplois malgré la hausse de leurs frais généraux.

Le secteur privé, aujourd'hui, essaie de vous dire :

1. Qu'il est essentiel de créer un climat d'affaire qui :
  - a. encouragent le développement de toutes les entreprises,
  - b. qui tend à renforcer la productivité et l'embauche dans l'économie formelle.

Cela peut être fait en se concentrant sur :

- c. la formation professionnelle
- d. les prêts aux entreprises informelles
- e. la numérisation de l'économie,
- f. et sur la simplification des formalités administratives

2. Il est tout aussi important de se concentrer sur le renforcement des capacités productives des pays partenaires. Les ALE ont un objectif limité s'ils ne renforcent pas l'avantage concurrentiel de chaque pays.

Dans cette optique, il convient de donner la priorité aux investissements locaux. Le schéma de programmation de l'UE devrait se concentrer sur le transfert d'expertise technique et la programmation stratégique basée sur une approche participative de la coopération au développement.

3. Plus de la moitié des entreprises déclarent qu'il devient plus difficile de recruter des personnes ayant les compétences requises. D'autant plus que les compétences d'aujourd'hui sont tout à fait différentes de celles d'il y a trois ans. Les investissements dans l'apprentissage initial, la formation continue et la spécialisation sont essentiels.

Ainsi, la programmation de l'UE en matière de compétences arrive à temps.

Il convient, aussi, de collaborer avec le secteur privé et d'autres acteurs pour concevoir et mettre en place des programmes d'études, et restructurer les systèmes d'éducation et de formation.

4. Les gouvernements des pays partenaires devraient être encouragés à investir dans les politiques qui favorisent la promotion de l'emploi des groupes les plus touchés : les femmes, les jeunes, les migrants et les groupes marginalisés.

5. Le schéma de programmation de l'UE doit encourager le renforcement des politiques et des mesures de lutte contre le changement climatique qui soutiennent les communautés, les travailleurs et les entreprises à passer à une économie à faible intensité de carbone.

6. Nous devons également insister sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques structurées de migration de la main-d'œuvre qui créent et assurent des voies sûres, ordonnées et régulières.

**Nous voulons à la fin savoir :** « Comment le contexte actuel a-t-il spécifiquement modifié l'approche stratégique de l'intégration des acteurs du secteur privé dans la programmation de l'UE et comment la Commission compte-t-elle communiquer ces changements ?



**Policy  
Forum** on  
**Development**

Je vous remercie